

## Conseil National des 28 et 29 mai 2021

### Rapport de Fabien ROUSSEL, secrétaire national

---

Cher.e.s camarades,

**Je veux d'abord à nouveau remercier l'ensemble de la direction, et à travers vous l'ensemble des communistes, pour votre engagement dans le large débat démocratique de notre parti sur les échéances de 2022.**

Les adhérent.e.s ont donc décidé de nos choix stratégiques et de proposer ma candidature à l'élection présidentielle. Cette confiance donne de la force à mon engagement et m'oblige.

**L'heure est avant-tout au rassemblement des communistes.**

Le débat d'option est derrière nous. Et chacune, chacun, quel qu'ait été son vote, doit pouvoir trouver sa place dans la campagne. Veillons, à tous les niveaux, à le permettre, à faire les gestes nécessaires pour permettre la mise en mouvement la plus large des adhérent.es. Pour faire suite aux choix des communistes, je m'adresserai, dans les prochains jours, aux maires communistes et apparentés pour leur proposer de s'engager à nos côtés dans cette campagne et de soutenir ma candidature à travers une promesse de parrainage.

Je veux ici redire que **cette décision des communistes ne clôt pas notre réflexion collective bien au contraire.**

Comment placer la question de classe, la question sociale au cœur du débat politique ? Par quelles initiatives construire le rassemblement populaire le plus large sur des politiques de rupture avec les logiques capitalistes ? Comment rebattre les cartes au sein de la gauche en y faisant prévaloir des objectifs de transformation de la société et favoriser l'élaboration, sur ces bases, d'un pacte législatif qui se donne pour ambition de gagner et surtout de réussir ?

Voilà des enjeux décisifs à approfondir suite au choix des communistes. Il revient aujourd'hui à notre conseil national de travailler à la mise en œuvre concrète de nos objectifs politiques en vue des échéances de 2022.

Avant d'examiner ces enjeux, je vous propose de partager une appréciation du contexte politique dans lequel intervient le lancement de bataille politique en vue de 2022.

\*

### **Sur la situation internationale**

D'abord au plan international, avec les événements extrêmement graves du Proche-Orient et la nouvelle agression du gouvernement extrémiste de Netanyahu contre les populations arabes de Jérusalem Est, puis le déchaînement militaire israélien contre la bande de Gaza.

Alors que la communauté internationale laissait s'opérer l'annexion des territoires occupés et de Jérusalem-Est, et qu'elle considérait que la revendication palestinienne était désormais éteinte, la jeunesse palestinienne s'est soulevée et l'onde de choc s'en est propagé non seulement à la Cisjordanie mais aux citoyens arabes de diverses villes.

Contrairement à ce que notre propre gouvernement et les médias ont relayé, c'est le refus du peuple palestinien de se résigner à la perte définitive de ses droits nationaux qui a provoqué embrasement, non les tirs de roquettes du Hamas sur Israël. Au demeurant, si le Hamas a su profiter de la perte de légitimité de l'Autorité palestinienne, il affronte lui-même une défiance populaire croissante à Gaza. C'est un possible tournant de la situation en Palestine et, au-delà, au Proche-Orient.

Comme l'ont montré les affrontements à Jérusalem et en Cisjordanie, mais aussi les violences qui ont secoué plusieurs villes israéliennes, la politique criminelle du gouvernement Netanyahou est une impasse et elle menace les deux peuples, palestinien dans ses diverses composantes et israélien, d'un chaos sanglant. Nous l'avons dit en appelant aux rassemblements et manifestations dans tout le pays, il est urgent que la colonisation prenne fin, que les prisonniers politiques palestiniens soient libérés, à commencer par Marwan Barghouti, que s'ouvrent de véritables négociations sous l'égide de l'ONU, que le peuple palestinien bénéficie d'une protection internationale et que, dans ces conditions, une solution politique voit le jour, permettant aux peuples israélien et palestinien de vivre en paix dans deux Etats, sur les frontières de 1967, comme le demandent toutes les résolutions des Nations unies.

Il faut pour cela que la France, et au-delà l'Union européenne jouent une toute autre partition que celle de la caution à la politique du fait accompli des dirigeants israéliens.

Parce que le cessez-le-feu ne règle aucunement les questions d'une paix juste et durable et celle du droit du peuple palestinien à disposer d'un Etat libre et indépendant, l'action doit s'amplifier pour que la France demande la suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël et finalise le processus de reconnaissance de l'Etat de Palestine, déjà adopté par le Parlement le 2 décembre 2014.

Je veux par ailleurs faire un détour par l'Amérique latine et les résultats des consultations au Chili, où les forces progressistes et le Parti communiste parmi elles obtiennent d'excellents résultats, infligeant à la droite une défaite historique.

De nouveaux visages s'imposent, à l'image d'Iraci Hassler, militante féministe et communiste, élue maire de Santiago, la municipalité du centre historique de Santiago du Chili.

Dans la commune voisine de Recoleta, le communiste Daniel Jadue, candidat à l'élection présidentielle, est brillamment réélu avec près de 65 % des voix, devenant une des figures capables de mobiliser l'électorat populaire dans la perspective des élections présidentielles.

C'est évidemment, dans les conditions politiques spécifiques du Chili, un encouragement à faire vivre partout des projets et des propositions de rupture avec le modèle néo-libéral qui s'impose encore aux quatre coins de la planète.

\*

**En France, nous sommes désormais entrés dans la dernière année du quinquennat.**

S'il est trop tôt pour en faire le bilan complet et détaillé, on peut d'ores et déjà affirmer que ce mandat aura été totalement dédié à alimenter les hauts revenus et les revenus du capital, un mandat marqué par une gestion catastrophique de la crise sanitaire dont le bilan dépasse les 100.000 morts et par une dérive autoritaire du pouvoir qui n'a cessé de se renforcer ces derniers mois.

Affaibli par le rejet que provoque cette politique, le pouvoir macronien a relancé son offensive pour conforter le scénario de son duel avec Marine Le Pen en 2022, duel qui s'apparente chaque jour un peu plus à un duo, tant il bénéficie également à la candidate du Rassemblement National.

**Le Président fait un pari politique extrêmement dangereux qui divise toujours plus notre pays et qu'il n'est absolument pas certain de gagner.**

Un pari marqué par la poursuite d'initiatives visant à fracturer la droite et la gauche, une nationalisation du scrutin régional comme en témoigne le choix d'engager plusieurs ministres dans l'élection, quitte à permettre la victoire du Rassemblement National dans une ou plusieurs régions, le risque étant particulièrement fort en PACA et dans le Centre Val-de-Loire.

Un pari marqué également par l'exploitation des peurs, du désarroi et de la résignation, des replis que provoquent les multiples plans de licenciements, les reculs des services publics, l'insécurité sociale, les tensions, les divisions de cette société, encore aggravées par la crise sanitaire et la crise économique qui va désormais prendre une nouvelle dimension.

Un pari marqué enfin par une surenchère organisée avec l'extrême-droite. L'action du Ministre de l'Intérieur est particulièrement grave, de la mise en cause répétée du droit de manifester jusqu'à la promulgation de textes législatifs particulièrement liberticides, ou au soutien apporté aux forces les plus antirépublicaines qui agissent dans la police et cherchent à creuser un antagonisme entre la police et la justice, processus des plus dangereux pour la démocratie, en passant par des tentatives d'intimidation d'élus.

**La gauche quant à elle, les candidates et candidats déclarés ou potentiels de chacune des forces, ne parviennent pas pour l'instant à incarner un projet de changement pour la vie de nos concitoyens.**

Toutes les opérations de sommet qui voient actuellement le jour expriment davantage les tentations hégémoniques de certains qu'une volonté de proposer au pays une véritable politique de rupture avec les logiques capitalistes incapables de répondre aux attentes de la société. Nous participons, quant à nous, à tous les débats où nous sommes conviés, pour mettre sur la table les questions de fond, mais nous nous heurtons à ce blocage accentuant la coupure de la gauche avec le monde du travail et la jeunesse.

De l'aspiration majoritaire du pays et singulièrement de l'électorat de gauche à un changement profond de politique, des initiatives politiques à construire pour résister aux offensives des forces du capital qui multiplient les restructurations-liquidations de notre appareil productif, des solutions à apporter aux grands défis économiques, sociaux, écologiques qui sont devant nous... de tout cela il en est finalement peu question.

Le fil rouge de ces enjeux, c'est l'affrontement de classe, des objectifs politiques que nous portons pour relever le défi des jours heureux jusqu'aux pouvoirs à conquérir et à l'utilisation de l'argent public, des banques et des entreprises. Tirer le fil de ces enjeux en lien avec les luttes et l'expérience concrète de nos concitoyens, est le meilleur moyen de mettre en échec le pouvoir et de faire reculer l'extrême-droite. Oui, c'est la question de classe qui doit être au cœur des initiatives que nous prendrons dans les semaines et les mois qui viennent en direction de nos concitoyen.ne.s et dans le débat avec les autres forces de gauche.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle **il est important que nous disposions de notre propre appel à la mobilisation du 12 juin.**

Soyons lucides : nous ferons reculer les menaces qui pèsent sur la République et ses principes si et seulement si les forces progressistes se montrent offensives dans la conquête de nouveaux droits sociaux, de nouvelles libertés syndicales, de l'égalité des droits à commencer par l'égalité entre femmes et hommes, dans le combat contre toutes les discriminations, dans l'action pour qu'il n'y ait plus en France de territoires abandonnés.

Avec l'approfondissement des divisions d'une société nourrie par les reculs de la République et la casse des services publics, par les assignations identitaires facteurs de racisme et d'antisémitisme, l'exploitation de l'insécurité qui mine le vivre-ensemble, il faut construire la résistance aux idées de droite et d'extrême-droite sur la base d'une réponse politique globale, porteuse de réponses concrètes à tous les maux qui délitent l'ensemble de la société.

Nous avons un devoir de réussite en la matière. Cette réussite n'est possible que sur des mots d'ordre clairs, susceptibles d'unir celles et ceux que nous voulons rassembler. C'est donc précisément parce que nous prenons très au sérieux la gravité de la progression de l'extrême-droite et la dérive autoritaire du pouvoir que nous avons décidé de lancer notre propre appel à cette journée.

\*

**C'est, à mes yeux, l'esprit qui doit nous animer, y compris pour affronter certaines actualités, à l'image des questions relatives à la sécurité, aux missions du service public de la police nationale et de la justice.**

Je veux y revenir en quelques mots puisque le débat est complexe, parfois vif, d'autant plus qu'il fait l'objet d'une instrumentalisation du pouvoir, de la droite et du RN, pour mettre en cause la Justice comme pour détourner progressivement ce qui devrait être le fondement de la police républicaine. Une instrumentalisation aussi d'une partie de la gauche qui, en traitant de « factieux » l'ensemble des forces de l'ordre les jettent tout droit dans les bras de l'extrême droite. C'est irresponsable.



Ces instrumentalisations évacuent le cœur des exigences de nombreux fonctionnaires de ce service public. Nombre d'entre-eux n'acceptent pas que la manifestation du 19 mai ait ainsi été doublement détournée de la volonté de rendre hommage aux policiers morts en service et m'ont fait part de leur satisfaction de ma présence et de celle de parlementaires à mes côtés tant ils se désespèrent d'une parole de gauche à la hauteur de l'enjeu.

A mes yeux, répondre à ces manœuvres, dans la clarté vis à vis des fonctionnaires des services publics comme des populations, est un devoir, alors que la gauche au pouvoir a elle-même été incapable depuis des années de répondre à ces questions. Elle a parfois aggravé les dérives liberticides, détérioré par l'austérité les services publics de la justice comme de la police, affaibli les moyens des collectivités, des politiques de prévention, ou encore porté des coups importants au monde associatif. Ou bien détourné le regard de ce qui mine la vie quotidienne de tant de nos villes et quartiers populaires : les incivilités, les violences, les vols, les dégradations, les trafics, notamment le trafic de drogue.

Voilà pourquoi, dans la continuité de ce qui a toujours identifié notre parti, nous devons porter l'ambition d'une vraie politique de sécurité et de tranquillité publique.

Une politique qui réaffirme que la tranquillité publique comme la sûreté des biens et des personnes sont des droits fondamentaux.

Une politique qui prend à bras le corps le terreau sur lequel prospère la violence en s'attaquant aux inégalités, aux exclusions, au recul de la citoyenneté, à l'abandon de territoires entiers du fait des politiques néolibérales conduites depuis des décennies.

La police est un service public, qui doit disposer des moyens d'exercer ses missions au plus près des populations et dans le respect scrupuleux de l'État de droit et qui doit en toute circonstance rester sous le contrôle du peuple souverain.

Elle doit être soutenue lorsqu'elle fait l'objet de violences, d'agressions gratuites, de guet-apens voire de meurtres qui constituent autant d'attaques contre la collectivité citoyenne. Et, de la même façon, ses agents doivent être exemplaires : celles et ceux qui parmi eux discriminent, par exemple avec les contrôles au faciès, ou font un usage disproportionné de la force en commettant eux-mêmes des violences ne doivent plus y avoir leur place. Je veux ici apporter mon soutien à la députée Bénédicte Taurine et au sénateur Joël Labbé ainsi qu'à tous les manifestants qui ont subis de telles violences hier alors qu'ils manifestaient pacifiquement.

J'ai eu l'occasion de présenter une partie de nos propositions qui couvrent un champ très large, de la création d'une police de proximité, sous statut public et dotée de 30 000 agents supplémentaires à l'investissement nécessaire dans la justice et dans tous les services publics, en matière d'éducation et de culture en particulier et au soutien aux associations.

Nous aurons besoin, dans les prochaines semaines, d'un débat plus poussé sur ces questions. Pour l'alimenter, le groupe de travail, qu'anime Olivier Dartigolles, a commencé à élaborer un document et des propositions qui doivent, dans les prochains mois, permettre à notre parti de faire entendre sa voix originale sur ces sujets.

\*

**Nous avons besoin de remettre au cœur du débat politique le changement fondamental de politique qu'exigent la situation politique et l'aggravation des crises qui minent le pays.**

La candidature que nous avons décidé à l'occasion de l'élection présidentielle de 2022 doit y contribuer pleinement.

**Les scrutins des 20 et 27 juin prochains compteront beaucoup pour cette échéance.**

Et je compte bien, comme je l'ai déjà fait à travers plusieurs déplacements ces dernières semaines, placer ma candidature au service du succès de nos candidates et candidats, notamment cette semaine en AURA au côtés de Cécile Cukierman et de la liste qu'elle conduit. Je poursuivrai la semaine prochaine en Bourgogne Franche-Comté, autour des enjeux industriels portés par nos candidats, en Bretagne et évidemment dans les Hauts-de-France.

Sans revenir sur les propositions de Pierre Lacaze et sur notre débat d'hier soir, je veux souligner que nous devons tout mettre en oeuvre, en terme de direction, pour faire grandir, avec les départementales et les régionales, des propositions qui montrent, quels que soient les rassemblements dans lesquels nous nous inscrivons en fonction des régions et des départements, la possibilité d'ouvrir un chemin d'espoir pour le pays, de répondre aux besoins populaires et de construire des réponses crédibles et durables à la crise.

**Il nous faut progressivement entrer dans une nouvelle phase, tous ensemble, celle d'une candidature identifiée par notre peuple, par la jeunesse et le monde du travail et de la création comme le levier utile pour se défendre contre les politiques qui leur sont imposées depuis trop longtemps et pour ouvrir une alternative crédible et ambitieuse dès 2022.**

Dans ce travail, **j'ai proposé à notre camarade Ian Brossat d'assumer la responsabilité de directeur de campagne et à Jérémy Bacchi, celle de mandataire financier.** Tous deux ont accepté et je tiens à les en remercier en notre nom à tous, tant ces fonctions sont importantes pour mener une campagne présidentielle, surtout quand nous n'avons pas tous l'héritage des dernières campagnes de ce type.

Avec eux, et prochainement avec l'exécutif national, je vous proposerai un dispositif de campagne, à l'appui d'un organigramme, au sein duquel chacune et chacun aura à cœur d'apporter le meilleur pour mener ce combat, difficile mais enthousiasmant.

**Je réunirai la semaine prochaine, avec Igor et Pierre, l'ensemble des secteurs de travail pour un échange sur les modalités de travail permettant de nourrir notre campagne dans tous les domaines,** à partir des propositions actualisées pour notre projet pour la France mais aussi de propositions d'initiatives susceptibles de rythmer la campagne présidentielle et la construction d'un pacte d'engagements communs pour les législatives.

Sans attendre toutefois, nous avons engagé la mise en place d'un dispositif de communication permettant de faire connaître l'existence de notre candidature dans le paysage politique.

Avec un site internet [fabienrousseau2022.fr](http://fabienrousseau2022.fr) et une affiche qui est en cours de livraison dans les fédérations.

Avec un mot d'ordre qui situe l'ambition de notre campagne : relever le défi des jours heureux.

Avec la référence « aux jours heureux », il s'agit ainsi d'inscrire notre combat politique dans une perspective positive pour notre peuple, libérée des dominations, des injustices, des inégalités, des gâchis et de toutes les souffrances humaines qu'engendrent le système en place.

En situant cette perspective comme un défi, nous entendons faire des conditions de cet horizon un grand débat politique dans le pays. Il ne s'agit en effet pas seulement de porter un nouveau projet de société, en rupture avec celui du néo-libéralisme, mais de dialoguer avec tout le pays des conditions politiques de sa mise en oeuvre.

\*

**La campagne des présidentielles telle que je la conçois doit permettre de bousculer le débat politique du pays.**

**Travaillons à l'implication la plus large dans notre campagne, dans le parti et bien au-delà dans toute la société française.**

Toutes et tous candidats, toute et tous acteurs de ce débat démocratique dont voulons irriguer le pays sur le changement de politique.

Permettons à toutes celles et de tous ceux qui vont nous rejoindre durant toute cette année, en restant eux-mêmes mais en voulant contribuer au rassemblement sur notre projet, notre démarche et nos propositions, de trouver leur place.

Et les centaines de femmes et d'hommes que nous choisirons pour être candidats aux élections législatives et construire, localement et nationalement, le pacte d'engagements communs que nous voulons auront également un rôle décisif, en cohérence avec nos ambitions pour les élections législatives de renforcer considérablement la représentation de la gauche à l'Assemblée nationale, et notoirement de sa composante communiste.

Afin de marquer l'été par de premières initiatives de campagne au plus près de nos concitoyens dans la foulée des échéances départementales et régionales, je vous propose que nous décidions de **faire circuler tout l'été une caravane de la présidentielle, dont nous pourrions nous donner l'objectif qu'elle circule dans 25 départements.**

Dans les semaines et les mois qui viennent, **soyons moteur d'initiatives politiques sur tous les enjeux essentiels pour nos concitoyen.ne.s, en lien permanent avec les luttes.**

Oui, nous avons besoin de faire de cette campagne, un temps de développement des luttes, d'expression des exigences sociales, de promotion des aspirations à la démocratie, dans les institutions comme dans les entreprises, de débats avec les syndicats, les associations, les forces de gauche pour pousser l'indispensable débat de contenu sur le contenu d'une politique de gauche à la hauteur des défis de la période.

**Des victoires sont possibles et sont précieuses pour la dynamique politique que nous voulons voir grandir !**

C'est le cas avec les salarié-e-s d'Ibis Batignolles, avec la réintégration d'Alex obtenue par la justice contre la direction de la RATP, de l'annulation du licenciement de Cathy chez Primark ou encore de l'obligation imposée à la direction de la SNCF de réintégrer Jean-Michel Dieudonné, que j'ai reçu à Colonel Fabien, comme j'ai reçu, avec Fabien Gay les salariés licenciés de chez TUI, toujours en bagarre. Pour beaucoup ces succès doivent à la détermination des salariés et de la CGT, à l'engagement à leurs côtés des militants et des élus communistes notamment.

Mais nous voyons bien que ces succès, aussi encourageants soient-ils, appellent une mobilisation sociale et politique d'un tout autre niveau, alors que la crise économique s'approfondit et qu'elle va être décuplée dès que les dispositions de soutien gouvernementaux seront levés.

Sur la santé avec la campagne « Pas de profits sur la pandémie », la jeunesse avec notre proposition d'un pacte pour la jeunesse, l'énergie avec la première étape des états généraux, l'industrie qui est au cœur du tour de France des entreprises, **les initiatives prises ces derniers mois par le PCF nous ont permis de marquer des points décisifs.** Ces initiatives doivent être prolongés avec esprit de suite.

Concernant la santé, c'est le sens des Assises du Médicament que j'ouvrirai le 10 juin prochain ici même au siège du Parti, et je veux déjà remercier les camarades du secteur santé et de la commission économique pour leur travail extrêmement précieux à cette occasion.

En matière de jeunesse, je vous propose de prolonger le travail par la mise en débat de nos propositions très largement dans le pays, en lien avec le MJCF, à travers des réunions réunissant des centaines de jeunes pour construire avec eux le pacte dont la jeunesse du pays a tant besoin.

J'ai poursuivi cette semaine la bataille aux côtés des énergéticiens pour porter la constitution d'un grand service public de l'énergie, par des initiatives en Pyrénées Atlantique avec les barrages hydro-électriques et à Gravelines sur le nucléaire.

**Sur tous ces enjeux, nous mesurons à quel point la question du travail et de l'emploi est décisive.**

Pour engager une véritable révolution sanitaire, éducative, il faut y rompre les logiques d'austérité et embaucher, former, massivement et dégager à cette fin d'immenses moyens. C'est le cas aussi à la Banque de France, coeur de notre système bancaire, où plus de 1000 emplois risquent d'être rayés d'un trait de plume avec des missions de service public mises en cause ou encore à la Société générale. C'est encore le cas avec les salariés de Framatome, d'APERAM en Saône-et-Loire là aussi confronté aux délocalisations boursières, avec ceux de la plateforme de Roussillon en Isère qui portent, avec la CGT Chimie, la revendication d'une délocalisation de la production du paracétamol sur notre territoire.



C'est le cas dans tant de filières, véritablement livrées au saccage industriel, sous la houlette de grandes multinationales, parfois avec la complicité du gouvernement. Des PSE, les délocalisations et abandons de production se multiplient ainsi dans la filière de la fonderie automobile, avec des situations humaines parfois dramatiques, en Morbihan, dans l'Indre ou encore dans le Jura, où je me rendrai ce lundi soutenir les salariés de MBF en lutte et appuyer les démarches de la Présidente de Région pour préserver l'outil industriel et les emplois, en lien avec nos camarades co-listiers aux régionales.

Aussi, **je vous propose de construire une grande initiative nationale sur l'emploi à l'automne à Paris** dans laquelle nous pourrions faire converger les luttes pour l'emploi de tous nos départements, donner la parole à des travailleurs et formuler des propositions en la matière pour le pays, notamment en matière de sécurisation de l'emploi.

En résumé, en réponse à une crise politique majeure, il nous incombe la responsabilité de provoquer une redistribution des cartes politiques dans le pays, en particulier à gauche.

Par nos propositions, en participant à tous les débats auxquels nous serons conviés, par les initiatives que nous entendons prendre pour aider au rassemblement des forces populaires, nous voulons nous adresser aux électrices et électeurs de gauche, à toutes les formations progressistes, aux forces du mouvement social, à toutes celles et tous ceux qui se désespèrent de n'avoir pas de réponses à leurs attentes et interrogations. Avec elles, avec eux, nous voulons co-construire une perspective d'espoir.

Nous ne nous résignons pas à la faiblesse de la gauche, à son impuissance à parler au monde du travail, aux classes populaires, à la jeunesse. De la présidentielle aux législatives, nous entendons de toutes nos forces faire émerger l'alternative dont la France a besoin.

C'est le sens profond de mon engagement dans cette campagne présidentielle.

Voilà, cher.e.s camarades, les propositions que je souhaitais vous présenter en introduction de notre débat.